



## Une transition thématique dans les STS ?

Hebe Vessuri

Traducteur : Dominique Vinck

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rac/2065>

ISSN : 1760-5393

### Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

### Référence électronique

Hebe Vessuri, « Une transition thématique dans les STS ? », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 11-2 | 2017, mis en ligne le 01 juin 2017, consulté le 18 avril 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rac/2065>

---

Ce document a été généré automatiquement le 18 avril 2020.



Les contenus de la *Revue d'anthropologie des connaissances* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Une transition thématique dans les STS ?

Hebe Vessuri

Traduction : Dominique Vinck

---

- 1 La science a accompagné l'expansion européenne dans la formation du monde moderne et a activement participé aux projets de construction des Nations du monde postcolonial. L'ordre existant a promu la formation de capacités (éducatives, scientifiques, techniques), le transfert de connaissances (scientifiques, techniques, organisationnelles), la copie des modèles institutionnels (gouvernance, infrastructure, organisation de l'industrie) et l'idéologie de la connaissance au service de la domination de la nature, dans la construction de la modernité par les puissances européennes et les sociétés dominées qui espéraient se développer et entrer dans la modernité. Les études STS héritent de ce processus de modernisation. Elles ont exploré à la fois la nature socio-historique des sciences et techniques et les modèles élaborés pour leur transfert vers le reste du monde où prévalaient d'autres schèmes conceptuels et traditions de pensée. Elles ont souligné le fait que la production de connaissances est socialement construite (Pinch & Bijker, 1984 ; Searle, 1995 ; Hacking, 1999) et se réalise dans des lieux et dans des circonstances particulières (Livingstone, 2003). Le caractère situé de la connaissance a constitué un problème particulièrement difficile pour les pays en développement confrontés à leur nécessité de maîtriser les conditions locales de développement des sciences (Waast & Mouton, 2007).
- 2 Cependant, la description actuelle des connaissances est différente ; elle les représente comme un réseau composé de multiples nœuds inter-reliés et comme un système dynamique très différent de la notion, qui prévalait il y a quelques décennies, de structure linéaire de la rhétorique disciplinaire. La métaphore de l'unité ainsi que les valeurs d'universalité et de certitude ont été largement remplacées par d'autres qui mettent l'accent sur la pluralité et la relationalité dans un monde complexe. Les valeurs de contrôle, de domination et d'expertise se trouvent redéfinies par les valeurs du dialogue, de l'interaction et de la négociation (Rip, 2010 ; Ravetz, 2012). On ne sait pas

encore si cela peut être considéré comme un changement bon ou mauvais, neutre, ambivalent ou complexe.

- 3 Souvent, on observe la croissance d'institutions d'« intermédiation des politiques » (*think tanks*, réseaux et lieux de réflexion politique, consultants pour les réformes) dont le mode de fonctionnement est défini en termes de production, circulation et mise en œuvre de modèles et de stratégies visant à modifier l'ordre du jour (agenda). La prolifération des réseaux de politiques à l'échelle nationale et mondiale, constitués par des organisations « autonomes sur le plan opérationnel » bien que « structurellement accouplées », brouille les frontières entre l'État, l'économie et la société civile. Dans les travaux relevant des STS, on observe une attention accrue vis-à-vis des opportunités d'influence sur les politiques publiques. Dans ce nouveau cadre institutionnel, des groupes de réflexion (*think tanks*), des consultants et des entreprises de formation fournissent un appui aux politiques de développement des infrastructures locales, influençant les discours politiques occidentaux dominants soit de manière directe, soit via les systèmes locaux de pouvoir. Ils ont souvent des points d'entrée spécifiques dans les systèmes politiques du fait de leur imbrication dans des réseaux de relations. Leur autorité et leur légitimité ne vont pas de soi mais se renforcent grâce aux pratiques de gestion et à leur activité intellectuelle. L'« aura » d'autorité intellectuelle et indépendante sème la confusion parce que les idées sont souvent liées à des intérêts politiques et économiques (Ball, 2012).
- 4 Une composante de base de l'aide au développement aujourd'hui peut être largement décrite comme « l'importation » par les élites nationales de « politiques innovantes développées ailleurs » et l'imposition de politiques par les agences multilatérales et/ou les processus de convergence structurelle. Cela fait partie d'un ensemble plus étendu comprenant de nouvelles formes de philanthropie et d'assistance au développement scientifique et à l'éducation, des processus de marchandisation de la croissance et de l'expansion du capital, et de recherche par les entreprises de nouvelles opportunités de profit.
- 5 Les organisations non gouvernementales ont une importance croissante dans les fonctions de gouvernance, depuis l'établissement d'objectifs et de règles pour la sélection des moyens, la régulation des opérations et la vérification des résultats. Ceci est particulièrement pertinent dans le domaine des sciences qui, s'il est bien régi en interne par ses propres membres – les chercheurs –, l'est aussi par ses interactions avec la société dans laquelle il est impliqué (European Commission, 2009). La multiplication des organisations supranationales et des entreprises multinationales actives dans le financement de la recherche a contribué à redéfinir l'espace de la recherche scientifique et technique, en le sortant du paradigme précédemment dominant de la *science nationale*. L'expansion et l'accélération de l'interconnectivité mondiale ont de fortes implications socio-économiques et idéelles en termes de reconfiguration du système international, stimulant en partie l'émergence de nouveaux espaces économiques remettant en cause les frontières politiques existantes (Mathews, 1997).
- 6 Il est déjà évident que les grandes sociétés multinationales ont une influence croissante sur l'agenda du développement des Nations Unies, depuis la redéfinition de l'aide publique au développement (ODA – *official development assistance*) qui mettra davantage de fonds publics dans les mains des entreprises, en passant par l'absence de responsabilité sociale (*social accountability*) dans les différents accords entre ces entreprises et les organismes des Nations Unies, jusqu'à l'accès privilégié des grands

acteurs privés à l'agenda du développement post-2015 et à ce qu'ils peuvent obtenir en étant présents sur la scène de l'établissement des normes internationales (Richter, 2003).

- 7 Dans certains des pays les plus pauvres du monde, l'investissement étranger direct (IED, ou FDI – *foreign direct investment*) dépasse de loin l'aide publique au développement (APD). Qu'est-ce que cela signifie pour la croissance économique dans ces pays ? La fin de l'aide ? Ou n'est-ce que simple battage ? Ces dernières années, l'IED s'est concentré dans le secteur de l'extraction avec des impacts importants sur les populations d'accueil. Il stimule les économies locales, crée des emplois et même la construction d'infrastructures, comme en Afrique et en Amérique latine. L'ampleur de ces impacts n'est pas encore bien comprise. Étant donné que les flux internationaux continuent de changer, comprendre comment l'impact relatif de l'IED par rapport à l'APD affecte les pays qui les reçoivent sera essentiel pour maximiser les effets positifs et minimiser les effets négatifs<sup>1</sup>.
- 8 Au fur et à mesure de leur croissance et de leur puissance accrue, les multinationales sont devenues un acteur majeur dans les discussions politiques mondiales sur l'éradication de la pauvreté, le développement, l'environnement et les droits humains. La concentration accrue du marché place un grand pouvoir dans les mains d'un petit nombre de ces sociétés. Surtout dans le secteur financier, leur pouvoir sur l'économie mondiale est disproportionné (Morvaridi, 2012).
- 9 Le secteur des entreprises a été actif dans divers processus et initiatives touchant l'agenda Post-2015, y compris le Groupe de haut niveau (HLP en anglais), le *Global Compact* (Pacte mondial), le *Sustainable Development Solutions Network* (SDSN) et, dans une moindre mesure, l'*Open Working Group* (OWG) et le *High-Level Political Forum* (HLPF). Ce qui est préoccupant au sujet de ces initiatives, c'est que plusieurs d'entre elles ont été lancées par le secrétaire général de l'ONU en dehors du processus intergouvernemental. Le *Global Compact* a commencé comme un discours de politique préparé pour l'ancien secrétaire général, Kofi Annan, et, à ce titre, de l'avis de l'entité de sauvegarde de l'ONU, le Corps commun d'inspection n'avait pas de « mandat clair et articulé ». De même, à la lumière de son financement extrabudgétaire, il mettait l'ONU en situation risquée où « tout groupe ou acteur externe peut détourner l'attention des objectifs stratégiques convenus pour promouvoir des intérêts qui peuvent nuire à la réputation de l'ONU ».
- 10 Un nombre important de personnes impliquées dans le processus de l'agenda Post-2015 sont actives dans l'extraction des ressources, la technologie, les secteurs chimiques et pharmaceutiques et le secteur des aliments et boissons. De plus, parmi les changements observables dans l'influence croissante des entreprises, il y a les influences idéologiques. Par exemple, il est question que les seuls « rêves » qui en valent la peine dans le nouvel agenda de développement sont ceux qui concernent la conversion à l'entrepreneuriat ; ou que la discrimination entre les sexes devrait être abolie afin que « les femmes puissent hériter et posséder des biens et avoir une entreprise ». Et, dans la liste de ce à quoi les femmes devraient avoir accès, apparaît en premier l'accès aux « services financiers » plutôt qu'aux « infrastructures » et à « toute la gamme des services sociaux » qui était un élément central de l'agenda public. La langue des affaires imprègne la façon d'évaluer le développement durable, suggérant que des progrès doivent être mesurables et offrir un « bon retour sur investissement » pour justifier les

efforts. Rien n'est dit quant à ce qu'il faut faire lorsque les efforts nécessaires ne sont pas un « bon investissement ».

- 11 Un autre aspect notable aujourd'hui concerne la façon de promouvoir l'utilisation de l'argent public : « l'énorme potentiel de l'utilisation des fonds publics pour catalyser et intensifier le financement privé pour le développement durable » (rapport HLP) ou « l'effet de levier de l'aide au développement pour l'investissement du secteur privé » (rapport du *Global Compact*). À une époque où de nombreux pays développés souffrent de récession et ont réduit leur budget d'APD, l'idée d'utiliser les fonds de la philanthropie privée semble évidente et raisonnable. Cependant, des voix s'alarment au sujet de la possibilité d'un effet précisément contraire, à savoir que, contrairement à l'idée que la mobilisation des ressources privées appuierait les fonds publics, les fonds publics (APD) serviraient à couvrir les risques de l'investissement privé. Les pertes seraient socialisées tandis que les bénéfices resteraient privés et souvent sans imposition. L'expérience récente dans de nombreux pays montre que ces mécanismes « innovants » sont souvent inefficaces, mal régulés et peuvent conduire à la corruption dans les pays y souscrivant.
- 12 Actuellement, les grandes entreprises tirent un bénéfice en termes d'image publique de l'utilisation du drapeau bleu de l'ONU et de l'accès facilité à l'information privilégiée et aux contacts de haut niveau. Dans certains pays africains, par exemple, l'alliance des grandes firmes pharmaceutiques avec l'ONU leur a permis de remporter des contrats lucratifs avec l'État au détriment des petites et moyennes entreprises locales.
- 13 Compte tenu de l'influence croissante du secteur privé dans le discours politique et dans l'établissement de l'agenda, il faudrait se demander : les initiatives de partenariat et de leurs parties prenantes permettent-elles une influence indue et sans surveillance sur le programme de développement et les décisions politiques les gouvernements ? Est-ce que la prolifération des partenariats institutionnels contribue à l'affaiblissement continu du système des Nations Unies et à empêcher les stratégies de développement inclusif ? Est-ce que le financement de l'agenda Post-2015 deviendra de plus en plus privatisé, dépendant de canaux de financement volontaires et imprévisibles par le biais de fondations ou d'individus philanthropiques ? L'absence de mécanismes de surveillance et de reddition de comptes en matière sociale fait qu'on ne sait pas quels instruments peuvent garantir que les associations comme les nouveaux partenariats avec le privé au niveau des propositions de l'ONU soient ouverts, transparents et se soumettent à la reddition de comptes en matière sociale.
- 14 Les Objectifs pour le développement durable (ODS) tels qu'ils sont établis se révèlent faire partie de ce processus. Il semble qu'ils pourraient devenir des contrebandiers légitimant l'irruption des entreprises dans la prise de décisions au niveau mondial, ainsi que la mise en œuvre et le suivi (Vessuri, 2016). Ces associations diluent et affaiblissent la responsabilité des États qui ne sont plus au centre de l'action ; elles renforcent les asymétries de pouvoir.
- 15 Les auteurs d'une lettre ouverte à l'ONU, signée par Noam Chomsky et d'autres (2015), soutiennent que :
 

Les ODS prétendent qu'ils peuvent éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes en 2030. Mais pour parvenir à une telle tâche, ils reposent principalement sur la croissance économique mondiale. Si cette croissance correspond à ce qui a été observé au cours des dernières décennies, il faudra 100 ans pour voir disparaître la pauvreté, et non pas les 15 ans que promettent les ODS. Et même s'il était possible de le faire en moins de temps, il faudrait augmenter la taille de l'économie mondiale

par un facteur 12, qui, en plus de rendre la planète inhabitable, effacerait tous les bénéfices de la lutte contre la pauvreté. [...] Il est impératif de répondre à deux questions cruciales : l'inégalité des revenus et la croissance matérielle infinie. [...] Une grande partie de l'amélioration de la position des pauvres devrait venir d'une réduction de l'écart énorme qui s'est accumulé au cours des 200 dernières années.

- 16 La question de savoir si la mondialisation est un fait irréversible ou pas reste à voir. Mais, en attendant, le monde semble de plus en plus intégré avec chaque fois plus de possibilités d'action collective. Une série de biens publics tels que la paix mondiale, la santé mondiale, la protection de l'environnement, la connaissance globale, doivent être protégés parce que si la communauté internationale ne s'en préoccupe pas collectivement, il est peu probable qu'ils soient préservés. L'existence d'un juste équilibre entre les secteurs public et privé reste en suspens, et un système est nécessaire pour financer les biens publics. Les grands acteurs de l'entreprise concentrent une part importante de la richesse du monde et pourraient contribuer aux biens publics mondiaux. Dans la rhétorique qui se développe dans les instances internationales, ils soutiennent qu'ils s'en préoccupent, bien que leurs arguments et surtout leurs actions laissent beaucoup à désirer et sont peu convaincants. Cependant, il est clair qu'ils sont en train de changer le visage et les bases de fonctionnement de la science et de la technologie et cela devrait être étudié avec l'attention voulue.
- 17 On voit ainsi que, dans la phase actuelle, les études STS font face à une série de sujets de recherche impliquant plusieurs éléments nouveaux. Parmi eux, nous avons mentionné la prolifération de nouveaux acteurs (ONG, *think tanks*, nouveaux courtiers), de nouvelles formes de financement, de styles et d'approches des initiatives d'entreprises multinationales, la montée des politiques « publiques » en relation avec les sciences sociales et leur rôle dans la définition des approches thématiques, théoriques et méthodologiques, l'instrumentalisation croissante des sciences sociales et la perte de vivacité de la critique. Les changements à l'ONU face à l'ingérence croissante du secteur privé, le nouveau poids du « philanthrocapitalisme » et l'Agenda du développement 2030, sont d'autres questions ouvertes avec le changement de direction des politiques de développement et de l'aide aux pays pauvres, ainsi que l'évolution des biens publics dans la configuration actuelle de l'économie mondiale.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Ball, S. J. (2012). *Global Education Inc. New Policy Networks and the Neo-Liberal Imaginary*. London: Routledge.

Chomsky, N. et al. (2015). *Open Letter to United Nations on Sustainable Development Goals Agreement*. From [http://www.huffingtonpost.com/alnoor-ladha/an-open-letter-to-the-uni\\_2\\_b\\_8197178.html](http://www.huffingtonpost.com/alnoor-ladha/an-open-letter-to-the-uni_2_b_8197178.html).

European Commission (2009). *Global Governance of Science*. Report to the Science, Economy and Society Directorate, Directorate-General for Research. European Commission, Brussels: EUR 23616 EN.

- Hacking, I. (1999). *The social construction of what?* Harvard: Harvard University Press.
- Livingstone, D. (2003). *Putting Science in its Place. Geographies of Scientific Knowledge*. Chicago and London: University of Chicago Press.
- Mathews, J. T. (1997). Power Shift. *Foreign Affairs*, 76(1), 50-66.
- Morvaridi, B. (2012). Capitalist philanthropy and hegemonic partnerships. *Third World Quarterly*, 33(7), 1191-1210. <http://dx.doi.org/10.1080/01436597.2012.691827>
- Pinch, T. J. & Bijker, W. E. (1984). The social construction of facts and artefacts: or how the sociology of science and the sociology of technology might benefit each other. *Social Studies of Science*, 14(3), 399-441.
- Ravetz, J. K. (2012). Paradoxes and the Future of Safety in the Global Knowledge Economy. *Safety Paradoxes KB Future Studies*, 03\Z 1, From <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/summary?doi=10.1.1.618.42>
- Richter, J. (2003). 'We the People' or 'We the Corporations'? *Critical Reflections on UN-business 'partnerships.'* Geneva: IBFAN/GIFA.
- Rip, A. (2010). Processes of Entanglement. In M. Akrich, Y. Barthe, F. Muniesa & P. Mustar (dir.), *Débordements. Mélanges offerts à Michel Callon* (pp. 381-392). Paris : Transvalor - Presses des Mines.
- Searle, J. (1995). *The construction of social reality*. New York: The Free Press.
- Vessuri, H. (2010). The current internationalization of the social sciences in Latin America: Old wine in new barrels? In M. Kuhn & D. Weidemann (eds.) *Internationalization of the Social Sciences* (pp. 135-157). Bielefeld: Transcript Verlag.
- Vessuri, H. (2016). *Science for Sustainable Development (Agenda 2030)*. Policy Brief. Montevideo: UNESCO-CILAC.
- Waast, R. & Mouton J. (2007). *National research Systems: A Global Overview of Current Trends*. Paris: UNESCO Forum.

## NOTES

1. <http://buildingmarkets.org/blogs/blog/2012/05/17/foreign-direct-investment-vs-overseas-direct-assistance-the-battle-is-on/>

---

## RÉSUMÉS

Le monde semble s'intégrer de plus en plus, ouvrant d'autant plus de possibilités d'actions collectives. Toute une série de biens publics tels que la paix mondiale, la santé, la protection de l'environnement, la connaissance globale, doivent être protégés parce que si la communauté internationale ne s'en occupe pas collectivement, il est probable qu'ils seront perdus. Les grands acteurs de l'entreprise concentrent une partie importante de la richesse mondiale ; ils pourraient aider à assurer ces biens publics mondiaux. L'article se penche sur la relation entre le secteur des

grandes entreprises multinationales et les Nations Unies et ce que cela implique pour l'avenir des biens mondiaux et pour l'Agenda 2030.

## INDEX

**Mots-clés** : science, mondialisation, organismes d'intermédiation des politiques, public-privé, ONU, firmes multinationales, philanthrocapitalisme

## AUTEURS

### HEBE VESSURI

Anthropologue (anthropologie sociale), ses intérêts de recherche portent notamment sur les dynamiques de production et de distribution des connaissances dans le contexte actuel de la globalisation, sur les connaissances sociales qui accompagnent les transformations des sociétés contemporaines, le savoir expert et la crise de la critique sociale. Elle est membre du *Centro de Investigaciones en Geografía Ambiental* (CIGA) de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM) et de l'*Instituto Patagónico de Investigaciones Sociales y Humanas* (CENPAT-CONICET) en Argentine. Hebe Vessuri a reçu le Prix J.D. Bernal 2017 délivré par la 4S (*Society for Social Studies of Sciences*) qui récompense des personnes ayant contribué de manière exceptionnelle aux travaux de sociologie des sciences ; elle a été une pionnière de l'anthropologie des sciences et de la socio-anthropologie en Amérique latine. Elle a aussi reçu le Prix Oscar Varsavsky pour sa Trajectoire professionnelle 2014 attribué par la Asociación Latinoamericana de Estudios Sociales de la Ciencia y la Tecnología (ESOCITE).

<https://orcid.org/0000-0002-2427-8985>

Adresse : Centro de Investigaciones en Geografía Ambiental (CIGA), Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM), Campus Morelia (Mexico).

Courriel : hvessuri[at]gmail.com